



Covid an II : Mais où est passé le bon sens ?

On n'a parlé que de ça. Souvent sans discernement. Scientifiques, journalistes, autorités politiques ont communiqué de manière chaotique au sujet de la situation sanitaire. Le citoyen a entendu tout et son contraire et le bon sens a maintes fois manqué.

SwissRespect a soutenu les deux référendums sur la Loi COVID-19. Sur la forme, car nous étions convaincus qu'il était sain de libérer la parole et de permettre au peuple de se faire une idée pour décider. Sur le fond, chacun restait libre de son opinion. En Suisse, on a donc pu voter sur les dispositions prises par les autorités. Quatre votants sur dix ont refusé les lois Covid-19.

Gagnées par l'urgence de juguler la crise, nos autorités ont pris les dispositions qui leur paraissaient s'imposer. Gagnée par la peur, la population a docilement suivi des instructions vouant les sceptiques aux gémonies. Médicalement et économiquement, notre pays s'en sort plutôt bien ; mais la société civile suisse s'est retrouvée inhabituellement divisée.

Traditionnellement partagé entre les défenseurs de la liberté et de la responsabilité individuelle, d'une part, et les supporters de l'État-Providence et interventionniste d'autre part, plusieurs factions irréconciliables s'opposent dorénavant sur la perception des réalités ou sur les perceptions de la réalité, sur ce qui serait plus « important » entre égalité, genre et climat ou entre économie et santé publique. A chacun de décider quelle abstraction serait plus « efficace » de toutes ; ou alors de se taire. Aujourd'hui, se ranger du côté des sceptiques ou des convaincus relève plus du religieux que du rationnel.

Finalement, l'utilisation du droit d'urgence et le manque apparent de bon sens ont affaibli la sécurité du droit et le respect ; ils ont incité à la désobéissance civile. Et le monopole du Covid-19 dans l'actualité a relégué aux archives des sujets naguère essentiels.

Aujourd'hui, que d'objets oubliés, alors qu'ils restent d'actualité !

Avant l'éclatement de la pandémie, nous discutons de l'impôt sur la fortune, notamment de la valorisation des parts de PME et des conséquences sur l'imposition du chef d'entreprise. Ce sujet est presque devenu dérisoire et en parler dans cette période, une quasi-indécence. A-t-il disparu pour autant ? La situation s'est-elle améliorée ? Sûrement pas.

De même, l'absence de convention équitable sur les successions entre la France et la Suisse reste toujours d'actualité, en tout cas pour ceux qui en subissent les conséquences.

Que reste-t-il par ailleurs de ce qui a fondé la prospérité de ce pays ? Indépendance, pondération, neutralité, consensus, capacité de réunir ce qui est épars ? La Suisse n'est-elle pas en train de perdre la place qui était la sienne dans l'arbitrage de conflits internationaux ? Témoin son absence dans le cadre de la crise ukrainienne qui a éclaté au début de l'année : il n'y aura pas de « bons offices » cette fois. Et demain ?

Les solutions abstraites et les déclarations d'intention qui tendent à s'imposer face aux solutions concrètes n'ont jamais fait de notre pays ce qu'il est. C'est au contraire le pragmatisme suisse qui a

permis de créer les conditions-cadres pour de nombreuses avancées. A force de vouloir ressembler aux autres, ne finirions-nous pas par ne plus ressembler à personne ?

Jeune ou vieux, actif ou retraité, homme ou femme, syndicaliste ou membre du patronat, religieux ou laïc, progressiste ou conservateur, chacun défend ses intérêts légitimes. Mais pour progresser collectivement, il faut que chacun reste à l'écoute de l'autre, lève la tête et sente le vent. Respecter l'opinion d'autrui et l'intégrer dans ses propres réflexions.

L'équilibre du monde est le résultat du compromis, de l'équilibre des opinions qui se confrontent. Si la pensée et les mots précèdent l'action, celle-ci demeure nécessaire pour leur donner du sens. Gageons que nous participerons ensemble à retrouver ce pragmatisme, grâce à des propositions de solution à des problèmes concrets, dans le respect de chacun. Nous le souhaitons.

Jean-Daniel Balet et Benjamin Lebreton, membres du comité SwissRespect

21.4.2022